

Alpes magazine

L'ESPRIT MONTAGNE

LÉMAN • TRIÈVES •
GRÉSIVAUDAN

VOYAGE À TRAVERS
LES PLUS BEAUX
JARDINS DES ALPES

24 PAGES + GUIDE PRATIQUE

LES ARAVIS

LE PETIT PARADIS DU REPOSOIR

HAUTES-ALPES

RANDONNÉES AUTOUR
DU LAC DE SERRE-PONÇON

LES CALANQUES

ESCALADE AU BORD DE LA MÉDITERRANÉE
AVEC CHRISTOPHE DUMAREST

PASTORALISME

TRANSHUMANCE DANS LES ÉCRINS
PAR L'ÉCRIVAIN MAXENCE FERMINE

BEL. 6,40 € - LUX. 6,40 € - PORT CONT. 6,45 €
AUTRES US/ED. 6,45 € - CH. 9,9 CHF

M 01573 - 165 - F: 5,95 € - RD

PN0145A





PAR MARTIN VANIER

Professeur à l'École d'Urbanisme de Paris

LES ALPES EN TRANSITION

Ça va se lever... La phrase rituelle lancée en montagne les jours de mauvais temps peut-elle s'appliquer aux énergies renouvelables dans les Alpes ? Le changement, c'est maintenant ?

Le XXI^e siècle sera-t-il le siècle des transitions, comme le XIX^e et le XX^e siècle ont été ceux des révolutions ? Les nécessités éditoriales font que j'écris cette rubrique deux mois avant l'élection du nouveau président de la République française, et que vous la lisez le résultat désormais connu. On y est : le changement, c'est maintenant ? En montagne, les jours de mauvais temps, il y en a toujours un pour pointer le nez hors de la tente, jeter un coup d'œil à travers la fenêtre du refuge, et prononcer cette phrase mythique : « Ça va se lever ! » Alors, les Alpes en transition, ça va se lever ?

La France est le dernier des pays alpins en matière d'énergies renouvelables, le 16^e sur 28 en Europe. Notre parc photovoltaïque est neuf fois moins développé que l'allemand ; notre parc éolien terrestre, deux fois moins que l'espagnol ; nous sommes le seul pays atlantique avec la Belgique à n'avoir encore aucune capacité de production en éolien offshore. Dans les Alpes, notre capacité hydroélectrique, dont nous

sommes légitimement fiers avec près de 80 barrages, de la Dranse de Morzine au nord à la Roya au sud, pèse 62 % de celle de notre voisin suisse. On se souvient de la formule des années 1970 : « La France n'a pas de pétrole, mais elle a des idées. » Aujourd'hui, ce serait plutôt : « La France a le nucléaire mais pas l'énergie de la transition. »

CHANGER DE LOGICIEL

Ne soyons pas trop négatifs. Ce qu'il y a de bien avec la notion de transition, c'est que, contrairement donc à son ancêtre révolutionnaire des siècles passés, elle ne procède ni d'un déclenchement manifeste, ni d'un basculement de tout et pour tous, ni d'un horizon obligatoire. La France n'est pas un bon élève du déploiement des énergies renouvelables en Europe, mais la transition y a sans doute commencé comme ailleurs, à son rythme et de façon tout aussi irréversible. D'autant qu'une transition peut en cacher une autre : la transition énergétique est première, mais

elle est plus globalement écologique, dans les modes de vie et le quotidien, dans nos rapports aux ressources et aux biens, à la mobilité, aux services, à la consommation, sur fond de transition numérique – pour le coup, révolution serait plus juste –, de transition agricole, débattue mais non encore vraiment adoptée, et de quelques autres transitions qu'on ne fait qu'entrevoir – démocratique, urbaine, migratoire, etc. En somme, la transition est un processus de changement dans la durée, qui a lieu autant « par le bas » – voir le succès du film *Demain*, de Cyril Dion et Mélanie Laurent –, que « par le haut », dès lors que se diffusent puis s'adoptent de nouveaux modèles collectifs dans tous les domaines, modèles alternatifs à ceux qui s'imposaient jusqu'à présent. La transition est réussie quand on a « changé de paradigme », comme on dit, ou encore « de logiciel », ce qui est déjà un peu moins ambitieux, on en conviendra.

Prenons l'exemple de l'économie du ski dans les Alpes et, pour bien le décrire, considérons son acteur dominant, la Compagnie des Alpes (CDA). Tout ■■■



NE SOYONS PAS TROP NÉGATIFS... LA TRANSITION A COMMENCÉ, À SON RYTHME ET DE FAÇON IRRÉVERSIBLE.



■ le monde connaît, au moins de nom, cette société anonyme créée par l'État en 1989 via sa Caisse des dépôts et consignations, actionnaire principal, pour agir comme exploitant délégué auprès des collectivités locales supports de stations de ski. C'est par cet outil de gestion et de développement des domaines skiables que l'État a alors pris le relais de stratégies locales, commencées selon les cas un peu avant ou un peu après la Seconde Guerre mondiale. Il fallait pouvoir faire face à des investissements croissants, d'extension comme de modernisation. Pari public réussi : la CDA exploite Val d'Isère, Tignes, Les Arcs, La Plagne, Les Ménuires, Chamonix-Mont-Blanc, Serre-Chevalier, Flaine et Les Deux-Alpes, soit toutes les grandes stations alpines françaises à l'exception de Courchevel, Val-Thorens et l'Alpe-d'Huez. Après s'être diversifiée dans les parcs de loisirs – désormais les deux cinquièmes de ses 720 millions d'euros de chiffre d'affaires –, la CDA annonce travailler à un rapprochement avec le groupe chinois Fosun, par ailleurs propriétaire du Club Méditerranée, dans l'optique de prendre pied sur le très prometteur marché du pays qui va accueillir les jeux Olympiques d'hiver en 2022 – on y annonce la création de vingt à trente stations de ski. La perspective émeut les élus rhônalpins, malgré leur proximité avec la société privée qui porte l'économie alpine de l'or blanc depuis plus de vingt-cinq ans. Des solutions de refinancement public sont opposées à l'option chinoise, pour un groupe qui compte déjà la BPCE (Banque populaire Caisse d'épargne) et le Crédit agricole de Savoie parmi ses actionnaires. Au fond, où vont la

Compagnie des Alpes et ses actionnaires publics, depuis sa création ? Ils vont vers les marchés en croissance – parcs de loisirs métropolitains, marché émergent chinois – pour rester leader mondial en matière d'exploitation de stations de ski et devenir leader européen dans leur second domaine d'activité. Ils visent à exporter un modèle de valorisation des domaines skiables fondé sur la massification de l'offre, les gains de productivité par l'investissement technologique, l'intégration d'autres segments de l'industrie du ski – location de matériel, promotion immobilière.

DE L'AUDACE ET DES DÉBATS

Une stratégie de croissance tout à fait comparable à celle des sociétés créées en France par l'État, plus d'un siècle avant la CDA, pour concevoir, développer et gérer, elles aussi en délégation de service public, les grandes infrastructures urbaines – eau, transport, énergie, déchets, etc. –, devenues des leaders mondiaux dans leur domaine : la vénérable Compagnie générale des eaux, aujourd'hui Veolia, et la non moins vénérable Société lyonnaise des eaux et de l'éclairage, devenue Suez Environnement.

Peut-on lire dans la trajectoire de cet acteur alpin majeur le début d'une transition qui commencerait à faire bouger le modèle d'exploitation des cimes enneigées, conçu dans les années 1960, relayé par la CDA au moment du fléchissement des années 1980, et puissamment développé depuis, en particulier dans les Savoies ? Objectivement, non. On a même plutôt la démonstration inverse : une course au

gigantisme pour pousser à son paroxysme la logique de l'exploitation industrielle du tourisme d'hiver fondé sur le ski alpin. La transition dans le domaine de l'économie des loisirs hivernaux, et plus généralement du tourisme alpin, ce serait d'abord de cesser de développer les grandes « usines à ski » et de mettre l'accent sur les 200 stations françaises qui ont un ancrage territorial d'une tout autre nature. Ce serait ensuite une stratégie économique pour déspecialiser et désaisonnaliser ces stations, qui sont autant de bourgs et de petites villes capables d'accueillir de multiples fonctions, activités et métiers. Ce serait, enfin, de préférer le développement par les ressources humaines et territoriales – qui permettent de spécifier chaque offre locale –, plutôt que par la course technologique à l'automatisation et au débit des remontées mécaniques, et au remodelage du terrain, qui produit partout le même « rêve » d'un grand parc d'attractions en altitude.

Que de remises en cause à terme ! Que d'innovations culturelles et de changements dans les représentations collectives de « ce qui est bon pour les Alpes » ! Que d'audaces aussi, pour des entreprises et des territoires qui doivent accepter de changer de modèle de développement avant qu'il ne les épuise. Et que de débats encore, pour les en convaincre ! Mais... ça va certainement se lever, comme toujours en montagne. Pour cela, sans doute faudra-t-il ne pas rester trop longtemps le nez à la fenêtre à attendre cette fameuse transition qui, dans les Alpes françaises au moins, reste en grande partie à inventer. ■